

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Triste anniversaire

"A plusieurs reprises, je me suis trompé... mais je ne change rien". Voilà en substance le message adressé aux Français par Nicolas Sarkozy, le 24 avril, au cours d'une émission télévisée de plus de 90 minutes.

Pour Jean-Jacques Urvoas : *"cynique, tendu, fermé et évasif, il a continué d'entretenir l'illusion de la rupture quand les Français vivent la réalité de la rigueur"*.

Comment se traduit-elle dans le Finistère ? Par des attaques multiples et répétées contre les services publics. Tous les Français, et bien sûr les Finistériens, payent au prix fort la faute originelle de ce gouvernement : le paquet fiscal qui a profité aux contribuables les plus aisés et vidé les caisses de l'État. *"On en a vraiment marre !"*, s'exclame Gilbert Le Bris. *"Il ne se passe pas une année sans qu'un service soit concentré à Quimper, Rennes ou Brest et*

disparaisse de Concarneau ou d'une autre ville moyenne". La liste est impressionnante : de la douane de Concarneau à la perception de Scaër en passant par l'hôpital de Quimperlé.

Dernier exemple en date ? Le projet de fermeture des urgences de l'hôpital de Concarneau la nuit. *"50 000 personnes en hiver et 100 000 en été sont directement concernées par cette mesure qui n'est dictée que par des considérations financières"*, explique le député de Concarneau/Quimperlé.

A Carhaix, c'est l'hôpital dans son ensemble qui est menacé de déstructuration. Au cours d'une conférence de presse, les élus socialistes (le député et premier secrétaire fédéral Jean-Jacques Urvoas, les conseillers généraux Richard Ferrand et François Riou, la conseillère régionale Véronique Raher-Hériaud et le président du pays du Centre-Ouest Bretagne (COB) Bernard Saliou, ont dénoncé cette *"volonté politique délibérée de*

SUITE PAGE 2

RSA : copie à revoir

Le Finistère ne figure pas dans la liste des 40 départements qui expérimentent en ce moment le RSA (Revenu de solidarité active). Les propos tenus par Nicolas Sarkozy, le 24 avril à la télévision, tendent à confirmer largement les réserves des conseillers généraux de la majorité départementale.

"J'espère qu'avant de généraliser le RSA, les leçons de l'expérimentation seront tirées, en particulier un de ses effets pervers qui introduit une confusion entre travailleurs pauvres du fait de temps partiel, de bas salaire, de précarité, et demandeurs d'emploi ou personnes recevant le RMI. Travailler moins pour gagner plus n'est pas, me semble-t-il, une garantie d'encouragement au retour à l'emploi ni une incitation pour les employeurs à rémunérer

convenablement le travail !", déclarait Pierre Maille, à la session du Conseil général, le 6 décembre 2007.

Le 24 avril, lors de son intervention télévisée, Nicolas Sarkozy a, une fois de plus, agit dans la précipitation en annonçant : nous allons généraliser le RSA, nous ne savons pas encore comment nous allons le faire mais on sait que nous allons prendre aux plus modestes pour donner aux plus pauvres. *"C'est*



Pierre Maille

le même principe qu'avec la Sécurité Sociale", explique Marylise Lebranchu. *"Maintenant les malades payent pour les malades, là les salariés les plus modestes, qui perçoivent la prime*

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

 26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 30/04/2008


**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

EN CLAIR !

Essentielles notions.

Réécrire la déclaration de principes du Parti Socialiste, telle était aussi la tâche de la Commission de la Rénovation. Elle s'en acquitte de belle manière et envisage le socialisme du XXI^e siècle, en affirmant nos ambitions comme nos idéaux. Car, au côté de notre héritage historique, construits au fil des combats, apparaissent désormais clairement nos préoccupations pour l'homme, la planète et leur avenir commun. Cette déclaration revue est la preuve d'un parti vivant, qui s'adapte au monde social, économique et environnemental dans lequel il baigne et pour lequel il agit. Tous les adhérents sont invités à en prendre connaissance et chacun pourra l'amender dans les réunions de section qui précéderont la Convention nationale du 14 juin. Bonne lecture et à vos stylos.

Un an après son élection, Nicolas Sarkozy s'est attaqué à tous les services publics

*** *porter atteinte à des territoires comme celui de Carhaix*". Les élus socialistes ont également mis en évidence les contradictions du député UMP de la circonscription, véritable pyromane lorsqu'il vote les budgets à Paris et qui voudrait jouer le rôle de pompier dans le Finistère.

Le secteur de la Défense n'est pas non plus épargné par le plan de rigueur généralisé du gouvernement. Le ministère a bien pris le soin d'attendre que les élections municipales soient passées avant d'annoncer son projet de restructuration. *"Une arme de destruction massive de nos emplois"*, selon l'expression de la CGT de l'Arsenal de Brest.



Les Français refusent cette politique

De nombreuses activités seraient mutualisées ou externalisées. Les principales inquiétudes portent sur la direction des Travaux Maritimes (464 emplois), la direction du Commissariat de la Marine (622 emplois) et les Cercles et Foyers du marin (192 emplois).

Le Gesma (Groupe d'études sous-marines de l'Atlantique), qui compte 89 personnes, pourrait fermer, tout comme la base de Lanvéoc où travaillent près de 200 personnes. Le député UMP osera-t-il expliquer que ses votes à l'Assemblée ne sont pas directement responsables de ces coupes sombres ?

"Ces suppressions de sites interviennent sans préparation, sans la moindre concertation", souligne la députée de Brest, Patricia Adam.

La Direction Départementale de la Répression des Fraudes, qui emploie 36 agents, pourrait être concentrée à Rennes. *"C'est particulièrement inquiétant dans un département comme le Finistère où les activités touristiques et agroalimentaires sont importantes"*, s'inquiètent Jean-Jacques Urvoas et Annick Le Loch. *"Car c'est la traçabilité des produits et la protection des consommateurs qui est en jeu"*.

De la première année du quinquennat de Nicolas Sarkozy, les médias ont souvent

retenu son altercation avec un marin pêcheur au Guilvinec, sans chercher à savoir si les promesses faites sur les quais avaient été tenues. *"On est encore en attente du plan Barnier"*, précise la députée Annick Le Loch. *"Les pêcheurs commencent à percevoir quelques aides mais le prix du gasoil continue à augmenter. Pour l'instant, l'argent public sert essentiellement à détruire des navires avec les plans de sortie de flotte"*.

Même brutalité dans l'Éducation. *"Jamais nous n'avons vu autant de fermetures de classes"*, s'indignait Jean-Jacques Urvoas, à l'annonce de la liste de suppressions de postes par l'Inspection d'académie.

"Le bilan de la première année du quinquennat de Nicolas Sarkozy pour le Finistère, c'est des écoles occupées et des tribunaux fermés", résume pour sa part Marylise Lebranchu. Il est tout de même incroyable d'entendre le président de la République évoquer la possibilité de gagner de la productivité dans l'Éducation. Les parents d'élèves des écoles concernées par les fermetures de classe, notamment de Penzé, de Guerlesquin ou de Morlaix pour n'en citer que quelques-uns, constatent concrètement les répercussions des décisions prises par la majorité UMP. Mêmes les classes en RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) sont touchées et l'accueil des élèves handicapés est remis en cause.

Pour l'ancienne garde des Sceaux, le mauvais bilan de Nicolas Sarkozy ne se limite pas à la casse des services publics. *"La laïcité est aussi gravement menacée. Il place sa pensée sur le terrain de la religion et, ainsi, il communautarise la France de manière systématique. Avec lui, les Arabes sont musulmans et les Occidentaux sont chrétiens"*.

Nicolas Sarkozy a tort de tenter de faire croire qu'il n'a commis que des erreurs de communications. Les Français ont très bien compris dans quelle direction il veut entraîner le pays et ils s'y opposeront en toute connaissance de cause.



"Marre de la casse du service public"



"Le RSA c'est la solidarité entre les plus pauvres"

*** *pour l'emploi vont payer pour les exclus. Mais les plus riches, ceux qui bénéficient du bouclier fiscal, ne seront pas sollicités"*.

Pour Richard Ferrand, chargé de l'insertion au Conseil général, le RSA, tel qu'il est présenté par le président de la République, ne constitue pas une réponse pertinente contre la précarité. *"Laisser croire que les Rmistes ne travaillent pas parce qu'ils toucheraient plus d'argent avec les allocations est une manière de culpabiliser les exclus"*. Il existe bien d'autres freins au retour à l'emploi que le niveau de revenu : le logement, la mobilité, la santé, etc. C'est précisément sur tous ces aspects que le Conseil général porte ses efforts. *"Car la valeur travail ne se résume pas à la rémunération. Il y a aussi, et c'est tout aussi important, le lien social"*.

L'insertion a surtout besoin de stabilité

Si l'État veut vraiment aider au retour à l'emploi, qu'il s'acquitte d'abord de ses dettes.

Pour ce qui concerne le Finistère, l'État est débiteur de 30 millions d'euros au titre du RMI vis-à-vis du Conseil général. *"Avec cet argent, nous pourrions encore amplifier notre politique d'insertion"*, annonce Richard Ferrand.

Mais, surtout, le conseiller général souhaite que le gouvernement cesse de changer régulièrement le cadre réglementaire. *"Depuis que j'ai ce dossier en charge, il ne se passe pas une année sans qu'un nouveau dispositif vienne remplacer le précédent. Le Conseil général et les associations interviennent dans une instabilité permanente"*. Or, s'il est un domaine qui a besoin de stabilité, c'est bien l'insertion. Nicolas Sarkozy a beau jeu ensuite de dénoncer *"le maquis réglementaire"*.

Avant de généraliser le RSA, le gouvernement serait bien inspiré de tirer les leçons des expérimentations en cours et de favoriser les échanges de bonnes pratiques dans les départements.

Enthousiaste et motivée

Lorsqu'elle s'est portée candidate aux élections cantonales à Plouigneau, Joëlle Huon ne poursuivait qu'un objectif : que ce canton, profondément ancré à gauche, revienne dans le giron de la majorité départementale. Mission accomplie le 16 mars.

"J'ai pu mesurer durant cette campagne qu'il faut encore, souvent, expliquer les compétences du Conseil général. Rappeler que nous avons une mission de solidarité et que la politique de guichet n'a plus cours".

"Tout m'intéressait, sauf les finances", avoue la nouvelle élue qui ne tenait pas non plus à s'occuper des questions agricoles. En effet, l'ancienne porte-parole de la Confédération paysanne du Finistère ne voulait pas donner l'impression de provoquer une partie du monde agricole. "Je ne me suis pas présentée pour faire de la provocation mais pour construire", insiste-t-elle.

"Après un petit moment de réflexion, j'ai accepté la proposition de Pierre Maille de devenir vice-présidente à l'enfance, la jeu-



Joëlle Huon : "élue pour construire"

nesse et aux collègues. Il y a tant de projets à mener !". D'abord, sur tout ce qui touche à la prévention, aussi bien en direction des jeunes que des adultes. Mais aussi en participant aux projets de créations de structures d'accueil pour les enfants. "Il faut se rendre compte qu'une place en crèche signifie la possibilité de travailler pour de nombreuses familles".

Mais le dossier le plus brûlant concerne la carte scolaire. *"Elle sera supprimée, mais nous devons en élaborer une autre au travers du transport scolaire qui est de notre compétence".*

Voilà le travail auquel vont s'atteler les membres de sa Commission. *"Car, je crois beaucoup à la notion d'équipe. Les décisions sont d'autant plus réfléchies qu'elles ont été prises en commun".*



Gauche italienne : 5 ans pour reconstruire

Avec
Joël Chandelier

La gauche italienne vient de subir une importante défaite électorale. Elle a maintenant 5 ans pour reconstruire un projet, nous explique Joël Chandelier, secrétaire de la section socialiste de Rome.

Cap Finistère : L'élection de Berlusconi est-elle une victoire de la droite ou une défaite de la gauche ?

Joël Chandelier : Très clairement, il s'agit d'une défaite de la gauche. Si on additionne les scores de toutes ses composantes, elle n'obtient que 43 % des voix. Le Parti Démocratique (PD) progresse de 2 à 5 %. Mais il le fait au détriment de ses alliés et profite à plein du vote utile. Il faut en effet savoir que cette élection se déroulait à un tour.

L'extrême-gauche, un peu sur le modèle de Die Linke, s'est rassemblée mais n'a obtenu que 4 % contre 10 % aux élections précédentes.

Le parti de Silvio Berlusconi, qui regroupait pour la circonstance Forza Italia et l'Alliance Nationale de Fini, est stable par rapport aux précédents scrutins. En revanche, son alliée, la Ligue du Nord, progresse très fortement, obtenant 9 % au niveau national mais pouvant réaliser des scores de 20, 30 voire 40 % dans le Nord du pays.

Cap Finistère : Cette poussée ne constitue-t-elle pas une menace pour l'unité du pays ?

Joël Chandelier : La Ligue du Nord a mis de l'eau dans son vin par rapport à ses discours des années 90. Elle s'oriente plus vers un fédéralisme renforcé, à l'image de ce qui existe en Espagne ou en Allemagne.

L'unité du pays ne semble pas menacée, mais, la solidarité nationale vis-à-vis du Sud du pays pourrait bien faire les frais de cette poussée de la Ligue du Nord pour laquelle ont voté des électeurs de droite, mais aussi de gauche, notamment dans une région comme l'Emilie Romagne.

Cap Finistère : Où en est la gauche italienne après cette élection ?

Joël Chandelier : Le Parti Démocratique a été créé au printemps par Walter Veltroni, le très populaire maire de Rome. Il regroupe les anciens communistes et les démocrates chrétiens. La stratégie de Veltroni, consistant à refuser toute alliance sur sa gauche ou sur sa droite, a été sanctionnée et les débats sont vifs aujourd'hui en son sein. La personnalisation de la campagne est mise en avant mais c'est surtout le manque de différence entre le programme du PD et celui de Berlusconi qui est dénoncé.

Il lui reste maintenant 5 ans pour élaborer un projet alternatif et faire travailler ensemble tous ses adhérents.

Rendez-vous

13 mai

Votes en sections pour la liste aux sénatoriales.

29 mai

Votes en sections sur la proposition de nouvelle déclaration de principe du PS.

1^{er} juin

Assemblée générale du BREIS à Pontivy, de 10 h 00 à 12 h 00.

EN SAVOIR PLUS ...

Livre blanc (suite)

Promis pour le mois de mars (voir *Cap Finistère* N° 764), le Livre blanc de la défense devrait en fait être rendu public dans la première quinzaine du mois de juin.

2^e Biennale de l'égalité femmes-hommes

L'égalité entre les femmes et les hommes est une valeur citoyenne, un droit à faire vivre et respecter par tous. Elle concerne chacun de nous, femmes et hommes, filles et garçons.

Pour celles et ceux qui ont envie de faire progresser l'égalité, la Région Bretagne organise la

2^e Biennale de l'égalité femmes-hommes en Bretagne, les vendredis 23 et samedi 24 mai prochains, au parc des expositions de Saint-Brieuc.

En savoir plus : <http://www.bretagne-egalite.fr/>.

Arrêté anti-répulsif à Quimper

Bernard Poinant, maire de Quimper, vient de prendre un arrêté municipal visant à interdire dans les rues, sur les quais, les places et autres lieux publics de la ville, la mise en place de boîtiers à ultrasons destinés à éloigner les jeunes.

"J'ai pris cet arrêté par anticipation, car ce genre de chose peut

se développer insidieusement et revenir à tout instant", a-t-il expliqué. "J'ai voulu marquer le coup et montrer qu'à Quimper, il y a des limites".

Un redécoupage dénué de toutes arrière-pensées ?

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a annoncé la présentation, à la mi-2008, d'un nouveau découpage électoral auquel s'est attelé ces dernières semaines le secrétaire d'État aux Collectivités territoriales, Alain Marleix. Rien de plus normal que le secrétaire d'État aux Collectivités territoriales se penche sur le redécoupage électoral.

Sauf que... Alain Marleix a occupé et occupe d'autres fonctions. Depuis 2004, il est secrétaire national de l'UMP en charge des élections. Il occupa la même fonction au sein du RPR de 1988 à 1990 et fut conseiller auprès de Charles Pasqua lorsque celui-ci, ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988, redécoupa la carte électorale.

Réunion sur l'Éducation

A l'invitation de Marylise Lebranchu, Yves Durand, député du Nord et secrétaire national du PS à l'Éducation, animera une réunion, ouverte à tous, le vendredi 16 mai à 18 heures, salle Ty an Oll à Plourin les Morlaix.

Assemblée générale de l'UESR

L'assemblée générale de l'UESR (Union des Elus socialistes et républicains) se déroulera le lundi 9 juin, à 18 heures, salle du Chapeau Rouge à Quimper.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition d'Andrée Le Bot, déléguée de la 2^e circonscription.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

Cabinet Joseph DRONIOU
SELARL D'AVOCATS
20, quai Commandant-Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

SCCV BUREAUX BREST AÉROPORT
Société Civile de Construction Vente
au capital de 1 000 €
Siège social : 400, rue Augustin-Fresnel
ZAC de Kergaradec - 29490 GUIPAVAS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Brest du 16 avril 2008, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :
SCCV BUREAUX BREST AÉROPORT
Forme sociale : Société Civile de Construction Vente.

Siège social : 400, rue Augustin-Fresnel - ZAC de Kergaradec - 29490 GUIPAVAS - Adresse postale : BP : 33 - 29801 BREST CEDEX 09.

Objet social : L'acquisition d'un ensemble immobilier sis à GUIPAVAS (29490) - Zone d'Activité de Prat-Pip, comprenant un terrain d'une superficie de 13 500 m² environ et la construction en vue de la revente en totalité ou en fractions, de quatre bâtiments à usage de bureaux et de façon générale de tous bâtiments nécessaires à la réalisation du programme envisagé ; accessoirement la location desdits immeubles.

Durée de la Société : 50 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Capital social : 1 000 euros.

Gérant : Monsieur Jean-Pierre LE CAER, demeurant à PLOUEZEC (22470) - 9, Hent Prat Coutel.

Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest.

Pour avis - La Gérance.

SELARL JEAN-MARC BERROU
Avocat
59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

SARL DUQUESNE
SARL au capital de 1 000 €
Siège social : 31, rue du Vizac
29290 SAINT-RENAN
RCS BREST 491 691 259

Aux termes d'une délibération en date du 29 Février 2008, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis.

EURL JETIN
SARL au capital de 5 000 €
Siège social : 3, place du Commerce
29280 PLOUZANÉ
RCS BREST 493 803 225

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 20 Décembre 2007, la dénomination sociale a été modifiée pour devenir "SARL JETIN".

L'article 3 des statuts a été modifié.

Pour avis - La Gérance.

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

L'EURL B E M H, au capital de 7 623,26 € - Les Genêts - 29180 PLOUGONNEC - R.C. QUIMPER 377 555 453 - transfère son siège social à 21, hent Alexandre-Masse, 29700 PLOMELIN, le 28 avril 2008.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER

Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

CPPAP 1207 P 11428